

## **Brennan et Clapper ne devraient pas échapper aux poursuites judiciaires**

11 novembre 2018 Par John Kiriakou Exclusivité pour Consortium News.

<https://consortiumnews.com/2018/11/11/john-brennan-and-james-clapper-should-be-prosecuted-for-breaking-the-law/>

Traduit par Jocelyne Le Boulicaut pour AID

**Des documents récemment déclassifiés montrent que l'ancien directeur de la CIA et l'ancien directeur du renseignement national ont approuvé l'espionnage illégal du Congrès et ont ensuite classifié leur crime. Ils doivent être punis, écrit John Kiriakou.**

**Le sénateur républicain Chuck Grassley, président de longue date du Comité de la magistrature, a fait le 1er novembre une annonce choc qui devrait conduire à l'incarcération de John Brennan, ancien directeur de la CIA, et de James Clapper, ancien directeur du renseignement national.**

Cela a été annoncé, mais largement ignoré, l'attention des médias étant centrée sur les élections de mi-mandat, Brennan a ordonné aux pirates informatiques de la CIA d'intercepter les courriels de tous les lanceurs d'alerte potentiels ou possibles de la communauté du renseignement qui auraient pu tenter d'entrer en contact avec les comités de surveillance du Congrès, notamment le Comité spécial du Sénat sur le renseignement et le Comité judiciaire du Sénat.

Le piratage du système informatique du Sénat constitue une utilisation illégale d'un ordinateur de l'Etat, de l'espionnage illégal et de la fraude électronique.

Brennan et Clapper, en 2014, ont ostensiblement alerté, par des notes, les superviseurs du Congrès à ce sujet, mais d'une manière qui soit liait les mains des sénateurs, soit les gardait dans l'ignorance. Ils ont classifié ces notes.

En conséquence M. Grassley [Sénateur de l'Iowa qui présidait, à l'époque, le Comité judiciaire du Sénat, NdT] était au courant du piratage, mais ne pouvait rien dire, alors que les sénateurs du Comité spécial du Sénat sur le renseignement et du Comité judiciaire du Sénat n'en étaient pas informés.

Classifier un crime est un délit. C'est aussi un crime de classer quelque chose dans le seul but d'éviter d'embarrasser la CIA.

Pour tout cela - pour le piratage informatique en premier lieu, puis pour la classification de cet acte criminel - les deux hommes devraient être derrière les barreaux.

Ce type de surclassification est illégal, mais peu d'Américains le savent parce que cette loi n'est pas appliquée. Le ministère de la Justice n'a jamais porté d'accusations de surclassification contre une autorité d'espionnage américaine.

Mais ce serait un bon point de départ

/ PHOTO John Brennan, à gauche, et James Clapper. (Bibliothèque LBJ / Flickr)

Brennan bafoue impunément les lois américaines en matière de sécurité nationale depuis des années. C'est Brennan qui, en tant que directeur de la CIA, a ordonné aux hackers de la CIA de pénétrer dans le système informatique du Comité du Sénat sur le renseignement pendant que ses enquêteurs préparaient une version déclassifiée du résumé du rapport du Sénat sur la torture. C'est également M. Brennan qui a tenu à jour la " liste noire de suspects " du président Obama, personnes désignées pour être assassinées, y compris des citoyens américains, sans bénéficier d'une procédure régulière.

Lors d'une audience publique du Comité du Sénat sur le renseignement, face au sénateur Ron Wyden, Clapper a nié de manière éhontée que la NSA espionnait des citoyens américains. Lorsqu'il a finalement été interpellé pour son mensonge, il a dit que nier était " la réponse la moins malhonnête " qui lui était venue en tête. Le

public s'intéresse beaucoup [au] contenu [des deux notes], a dit M. Grassley, ajoutant que leur contenu devrait être publié dans son intégralité. "Quelles sources ou méthodes seraient compromises par la déclassification de ces notes ? Après quatre années et demi de tergiversations bureaucratiques, dirigées par Brennan et Clapper, nous avons enfin la réponse : Aucune. "Cette fois-ci, après le départ de l'équipe d'Obama, la demande a été approuvée.

Une sensibilité hyper-partisane entoure Brennan. Il a publiquement dénoncé Trump et est largement considéré comme étant une source d'information majeure au sein de la communauté de l'espionnage qui propage l'idée selon laquelle Trump a été complice de l'ingérence des Russes lors des élections de 2016. Les passions partisans, cependant, ne devraient pas avoir leur place dans ce processus. Ce qui devrait compter, ce sont les lois, et les manœuvres de ces deux hommes pour se placer au-dessus.

La loi oblige la CIA à informer les comités de surveillance du Congrès chaque fois qu'un de ses dirigeants, agents ou administrateurs enfreint la loi, lorsqu'une opération nécessite l'approbation du Congrès parce qu'il s'agit d'un programme d'" action secrète " ou lorsqu'il se produit quelque chose à la CIA qui est potentiellement controversé et que l'agence veut s'épargner l'embarras d'avoir à se justifier face au Congrès a posteriori.

"Je ne voyais aucune raison de refuser la déclassification de ces documents" a déclaré Grassley. "Ils ne contenaient aucune information pouvant être interprétée comme [une trahison] des sources et des méthodes."

Brennan a joué un rôle de premier plan dans les poursuites intentées contre huit lanceurs d'alerte en matière de sécurité nationale sous le gouvernement Obama, soit près de trois fois plus de lanceurs d'alerte inculpés en vertu de la Loi sur l'Espionnage que lors de toutes les présidences précédentes réunies.

En effet, j'étais l'un des "Obama Eight". J'ai été accusé de cinq crimes, dont trois d'espionnage, après avoir dénoncé le programme de torture de la CIA. Bien sûr, je ne m'étais pas rendu coupable d'espionnage et ces accusations ont finalement été abandonnées, mais j'ai été contraint à une procédure de "plaider coupable" en contrepartie d'un allègement des accusations. J'ai passé 23 mois dans une prison fédérale.

Brennan et Clapper pensent qu'ils sont au-dessus des lois. Mais ce n'est pas le cas. Sans l'État de droit, nous sommes dans le chaos. La loi doit s'appliquer également à tous les Américains. Brennan et Clapper doivent apprendre cette leçon à la dure. Ils ont enfreint la loi. Ils doivent être poursuivis pour cela.

John Kiriakou est un ancien agent du contre-terrorisme de la CIA et un ancien enquêteur principal du Comité sénatorial des Relations Etrangères. John est devenu le sixième lanceur d'alerte inculpé par le gouvernement Obama en vertu de la Loi sur l'Espionnage, une loi conçue pour punir les espions. Il a passé 23 mois en prison pour avoir tenté de s'opposer au programme de torture de l'administration Bush.